

# Quel développement économique et social? La question décisive pour

*Le débat sur le développement économique du Luxembourg a façonné l'année 2019 comme peu d'autres, même s'il faut noter qu'il n'est malheureusement guère mené avec la profondeur nécessaire, mais se limite en partie à des déclarations assez frappantes. Pour sa part, le Mouvement Ecologique a également tenté en 2019 d'aborder cette question, si importante pour le développement du Luxembourg, de manière professionnelle et compétente. Cela s'est également fait par le biais de dossiers très concrets.*

## **L'engagement contre l'accord de libre-échange se poursuit !**

Le Mouvement Ecologique est particulièrement engagé dans la plate-forme "Stop TTIP & CETA", qui continue à travailler de manière cohérente contre les accords de libre-échange, en particulier entre l'Amérique et l'Europe ("TTIP" ou maintenant "TTIP2") et entre le Canada et l'Europe ("CETA"), et pour un commerce mondial social, équitable, écologique et démocratique.

En 2019, les accords avec le Japon et les États d'Amérique du Sud (accord Mercosur) ont été ajoutés. Les arguments contre ces accords sont écrasants : les entreprises multinationales se verront accorder le droit de poursuivre les gouvernements élus devant des tribunaux spéciaux pour des milliards de dollars de compensation si elles craignent une perte de profits en raison d'une législation d'intérêt public ; le principe de précaution sera remis en question, tout comme l'accord de Paris sur la protection du climat, et bien plus encore.

L'engagement contre ces accords et pour une réforme du commerce mondial en 2019 était en conséquence divers. En juillet, par exemple, le Mouvement écologique a participé à la publication d'une nouvelle analyse détaillée publiée par une alliance d'organisations - surtout les Amis de la Terre International ou l'Europe et la France - qui a utilisé 10 études de cas pour montrer combien les conséquences des tribunaux d'arbitrage / de la protection des investisseurs sont dévastatrices et combien l'intérêt général doit passer au second plan en raison de ces droits spéciaux accordés.

En novembre, la plateforme "Stop TTIP & CETA" a réagi conjointement avec la plateforme "Stop TTIP & CETA" lorsque les États-Unis ont annoncé leur intention de se retirer du traité de Paris sur le changement climatique. Cela doit également signifier la "fin" de toutes les négociations TTIP, selon la demande conjointe formulée dans une déclaration ("retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat :

Mettez fin dès maintenant aux négociations sur l'accord de libre-échange TTIP2 avec les États-Unis").

En prévision du prochain vote à la Chambre des députés sur l'accord de libre-échange CETA (UE-Canada) la plateforme luxembourgeoise a également été invitée à une

conférence extrêmement stimulante en octobre : "La politique de libre-échange de l'UE : aller plus loin - à tout prix ? Pourquoi nous avons besoin d'une politique économique et commerciale différente" avec Jürgen Maier, directeur général du Forum sur l'environnement et le développement. M. Maier a souligné de manière concise les lacunes de l'organisation actuelle du marché mondial, et notamment des accords de libre-échange

## **"Protégez les droits de l'homme - arrêtez les actions des entreprises ! - Participez à une campagne de signatures à l'échelle européenne !**

À l'ouverture du Forum économique mondial de Davos. Plus de 150 organisations non gouvernementales de 23 États membres de l'UE ont lancé le 22 janvier une campagne commune contre le règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) et la responsabilité des entreprises. Le Mouvement Ecologique a participé à la campagne.

## **Encore et toujours... sortir de la contrainte de croissance**

C'est un thème récurrent dans les activités du Mouvement Ecologique depuis des années : l'appel à sortir du piège de la croissance.

Il est toujours au centre de l'attention : par exemple, même lorsque les politiques climatiques et énergétiques sont discutées, car une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ne sera pas possible si l'accent est mis sur une croissance régulière.

En outre, à l'occasion de la journée mondiale de la surenchère, il a été dit que le Luxembourg est tout sauf un pays modèle en termes de consommation de ressources et qu'une réforme profonde de notre modèle social et économique est nécessaire de toute urgence. Le Luxembourg est le deuxième pays au monde à atteindre le jour du dépassement au début du mois de février - la date à laquelle notre pays a épuisé les ressources dont il dispose chaque année. La journée de dépassement du Luxembourg a déjà lieu en février, ce qui en fait la deuxième au monde, juste après le Qatar !

En 2019, un rapport du Conseil mondial de la biodiversité, qui est en fait comparable au rapport de la CIPV dans le domaine de la protection du climat, s'est de plus en plus concentré sur les effets dévastateurs de la croissance sur la biodiversité. Sans un "changement de système", comme l'affirment clairement les plus de 300 scientifiques\* du monde entier qui ont rédigé le rapport, nous, en tant qu'humanité, détruirons les bases de notre vie.

### **Mat Scheiklappen an d'Zukunft? J'ai besoin de ma volonté politique pour façonner l'avenir - dans l'intérêt des prochaines générations**

Dans une déclaration détaillée en octobre, le Mouvement Ecologique a formulé des suggestions concrètes pour l'élaboration des politiques dans les années à venir et pour le discours d'Etat de la nation du Ministre d'Etat. Déclaration fondamentale : Face au problème climatique, à la perte de biodiversité, aux problèmes sociaux, etc., la politique doit faire face à la réalité ! Le Luxembourg ne doit pas continuer à se présenter comme un pays modèle, comme l'a fait récemment Xavier Bettel à l'ONU, ce qu'il n'est sans doute pas.

Permettez-moi de citer les conclusions : "La politique et la société civile doivent prendre leurs responsabilités ! Les faits sont connus : jamais auparavant la survie des générations futures sur cette planète n'a été aussi menacée qu'aujourd'hui. Un "business as usual" n'est pas une option de realpolitik, mais seulement une "suspension" ! Nous devons être conscients qu'il n'existe pas de machines à miracles technologiques. Aussi importantes que soient les innovations technologiques, l'arrêt du changement climatique provoqué par l'homme et la préservation de la biodiversité ne seront possibles que s'il y a un changement systémique dans notre société et notre économie.

Le Mouvement Ecologique attend du Ministre d'Etat, dans son discours sur l'état politique de l'Union, qu'il identifie ces défis et les instruments nécessaires d'urgence, et qu'il ne continue pas à présenter le Luxembourg comme un pays modèle dans une forme de "déli de la réalité". La politique doit être le moteur du discours et stimuler des voies durables vers l'avenir !

La société civile soutiendra la politique dans les processus de changement nécessaires.



### **"Questions sociales et écologiques : Les deux faces d'une même pièce".**

... tel était le titre de la conférence à laquelle la Chambre du travail et le Mouvement écologique ont invité le 3 décembre 2019. Nora Back, présidente de la Chambre du travail et Blanche Weber, présidente du Mouvement écologique, ont accueilli plus de 200 participants issus du monde politique, des syndicats, de la société civile, des représentants des ministères et des administrations ainsi que des membres intéressés des organisations. Les deux orateurs ont évoqué le grand symbolisme de l'événement et ont exprimé leur conviction que les questions écologiques et sociales doivent être abordées ensemble.

Lucas Chancel, économiste et, entre autres, directeur associé du "Laboratoire sur les inégalités mondiales" et de WID.world à l'Ecole d'Economie de Paris, a été le premier intervenant à souligner l'impressionnante

la manière dont les injustices sociales se sont accrues dans le monde, la répartition des gains de croissance est devenue plus inégale et la mesure dans laquelle les questions sociales et environnementales sont liées.

Kai Schlegelmilch, président et fondateur du "Forum-Economie sociale de marché" (FÖS), a présenté le sens et l'objectif d'une réforme fiscale écologique et a exposé les premières idées d'une réforme fiscale durable, qui serait à la fois écologiquement et socialement juste. Une telle réforme est d'autant plus urgente pour le Luxembourg que notre pays est en queue de peloton dans l'application des taxes environnementales.

Cette conférence a été suivie d'un échange intéressant avec les deux orateurs, le ministre des finances Pierre Gramigna, le ministre de l'énergie et de la planification d'État Claude Turmes et le public.

### **Une réforme fiscale durable : un "must" !**

Le thème de la réforme fiscale durable a influencé les activités de 2019 de nombreuses manières, et l'importance éminente de cette réforme a été discutée à de nombreuses reprises : lors de discussions avec des partis politiques, des syndicalistes, des représentants de ministères, etc. De nombreux forums d'échange ont été organisés sur le sujet sous différents aspects.



En même temps, on a tenté de reprendre le sujet encore et encore dans l'actualité politique. Par exemple, en mars, à l'occasion de l'augmentation prévue des droits d'accises sur l'essence et le diesel. Il a été critiqué que les augmentations prévues étaient malheureusement insuffisantes: les déclarations étaient intitulées "Augmentation des accises sur l'essence et le diesel : sans effet sur la politique climatique" (mars 2019) - déclarations de la "House of Automobile" sur les nouveaux tests d'émissions de gaz d'échappement : "Où sont les intérêts du climat et de la protection des consommateurs ? (décembre 2019)

### Un engagement cohérent contre Google

En 2019, les discussions autour de la création d'un centre de données Google à Bissen étaient également d'actualité. Le Mouvement Ecologique a principalement dénoncé la consommation considérable de terres (35 ha, dont une grande partie sont des terres agricoles particulièrement précieuses) et le fait que l'on ne sache pas du tout quelle serait la consommation d'eau et d'énergie, etc. Si les rumeurs sont vraies, la consommation d'eau pourrait atteindre 5 à 10 % de la consommation nationale. C'est une quantité presque inimaginable, si l'on considère qu'il y a déjà une pénurie d'eau certains étés et que l'on sait que ces situations vont s'aggraver en raison du changement climatique. Le Mouvement Ecologique a été actif dans ce domaine à plusieurs reprises, il convient de souligner les points suivants :

- Conférence de presse et déclaration de février 2019 sous la devise : "Non à la "Zone Spéciale - Datacenter" prévue à Bissen ! - "Contre une reclassification de la zone sans clarification préalable des questions ouvertes du point de vue environnemental et sans preuve des bénéfices réels attendus". Les questions fondamentales liées au règlement ont été soulevées, y compris celles concernant les avantages sociaux et économiques réels du projet. Il a été demandé au gouvernement de mettre plus de faits sur la table. Des déclarations telles que "Google est bon pour le pays" ou "Google bénéficiera des meilleures conditions possibles" ne suffiront pas. Grâce en partie au travail constant du Mouvement écologique, le projet a reçu une attention croissante du public. Cependant, il n'y a toujours pas de réponse à toutes les questions formulées.
- Comme, selon les informations de presse, on savait que le conseil municipal de Bissen devait prendre le 20 juin une décision pour reclasser 34 hectares de terrain de la zone verte à la "zone spéciale Datacenter", le Mouvement écologique a de nouveau fait appel aux responsables en juin pour qu'ils n'acceptent aucun reclassement tant que tous les faits ne seraient pas connus. Car même selon leurs propres déclarations, les dirigeants de la communauté ne disposaient pas de données sur la consommation d'eau prévue. Le titre de la déclaration du Mouvement Ecologique était : "Situation très problématique de l'eau potable

dans l'affaire Google : Une décision de la commune de Bissen de reclasser le terrain à ce moment serait une négligence !

- Après que la reclassification ait néanmoins été - avec beaucoup de "va-et-vient" - décidée par le conseil municipal, le Mouvement Ecologique a présenté un
- a déposé une plainte détaillée auprès du ministère de l'intérieur contre le reclassement de la zone de près de 35 ha en "zone spéciale Datacenter", tel que décidé par le conseil municipal de Bissen. Dans le cadre de la procédure publique, un échange avec le Conseil des échevins a également eu lieu, comme le prévoit la loi.
- Le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Environnement ayant donné leur accord à ce reclassement, le Mouvement écologique a déposé un recours gracieux auprès du tribunal administratif en octobre contre l'approbation du ministère de l'Intérieur.
- Le recours gracieux n'ayant pas été accordé, une plainte a été déposée auprès du tribunal administratif en décembre.



### Quelle politique économique pour le Luxembourg

Au-delà de tous ces aspects, la question se pose naturellement de savoir quelle politique économique le Luxembourg doit viser... Dans quelle mesure faut-il promouvoir les cycles économiques régionaux ? Comment rendre la politique d'établissement plus durable ? Quels sont les instruments dont dispose le Luxembourg pour remettre en cause l'implantation de certaines entreprises, voir le dossier de l'usine de laine de roche de Sanem. Le Mouvement Ecologique a également pris un certain nombre de positions dans ce domaine.

### Comment organiser la numérisation ?

... est un autre sujet de l'année 2019, principalement dans le cadre de conférences et de discussions diverses. Le sujet principal était le fait que la société doit consciemment contrôler et façonner le processus de numérisation, plutôt que les innovations techniques qui affectent les gens. Il fallait décider en toute connaissance de cause quel développement était souhaitable et raisonnable, et lequel était le plus susceptible d'être désavantageux. Malheureusement, les discussions sur le processus de numérisation se déroulent actuellement à un niveau plus technique... malheureusement, les effets sociaux majeurs et le besoin de contrôles sont moins mis en avant.

Le Mouvement écologique et ses partenaires ont organisé une conférence sur le thème "Numérisation - Malédiction ou bénédiction" avec Felix Sühlmann Faul, sociologue technique indépendant et expert en numérisation et durabilité.

### Grand intérêt pour les événements sur la question de la croissance

Plusieurs événements ont été organisés en 2019 sur la question de la croissance, chacun avec un nombre très élevé de participants\*.

Le nombre de participants aux différents événements montre l'intérêt que suscite le sujet.

Par exemple : "La crise de la vie sur Terre et les limites de la croissance : les voies d'une transformation socio-écologique" en avril avec Fabian Scheidler, auteur indépendant, y compris le livre très apprécié "Chaos - la nouvelle ère des révolutions".

Un autre événement a été celui de Max Koch, professeur de politique sociale à l'université de Lund en Suède, le 12 décembre devant une salle comble avec plus de 130 personnes présentes. Dans sa conférence, il a présenté de manière stimulante les liens entre le bien-être et la prospérité.

### Politique de croissance : Politique destructrice: Le Ministère de la - La croissance a parlé...

Lors d'une première conférence de presse, le Ministère de la Croissance, fondé en 2019, a présenté avec la société Tycoon un nouveau grand projet industriel innovant dans le "Bambësch".

La conférence de presse a été retransmise en direct et a permis d'aborder des sujets de discussion.

Certains ont affirmé qu'un nouveau groupe d'action du Mouvement écologique serait à l'origine du projet, voyez par vous-même : la conférence de presse est disponible sur <https://mincroiss.guv.lu>.

